

# Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, avec le Président de l'Ukraine et des représentants de l'Union européenne, sur les relations entre l'Union européenne et l'Ukraine, à Paris le 15 septembre 2000.

LE PRESIDENT -

Mesdames et Messieurs,

Pour ne pas vous faire attendre trop longtemps, nous avons reporté le dernier point de notre ordre du jour de ce matin à la séance de travail qui aura lieu pendant le déjeuner.

Je voudrais d'abord saluer tous les représentants de la presse, notamment de la presse ukrainienne et française, et puis les autres aussi bien entendu. Je voudrais dire mon plaisir de recevoir le Président de l'Ukraine à Paris au moment où la France exerce la présidence de l'Union.

J'ai eu, hier, des entretiens approfondis avec le Président KOUTCHMA pour tout ce qui concernait le bilatéral, les relations entre l'Ukraine et la France qui sont d'ailleurs excellentes et qui s'améliorent, je dirais, presque de mois en mois.

Aujourd'hui, c'est le troisième sommet entre l'Union européenne et l'Ukraine. Plus que jamais nous souhaitons voir l'Ukraine se rapprocher de l'Union. Nous considérons que l'Ukraine c'est l'Europe. Par sa géographie, sa culture, son histoire et parce qu'elle apporte une contribution importante à la stabilité et à la sécurité de l'ensemble de notre continent. Ce Sommet marque une nouvelle étape dans le rapprochement entre l'Ukraine et l'Union.

Nous avons ce matin évoqué la situation en Ukraine, nous avons fait le point de l'ensemble des questions d'intérêt commun. Tout à l'heure, nous allons examiner le très important dossier de la fermeture de la centrale de Tchernobyl et puis aussi un certain nombre de questions internationales concernant notamment les Balkans, la Russie, etc...

Les résultats de nos travaux font l'objet d'une déclaration conjointe qui vous sera distribuée à l'issue du Sommet, c'est-à-dire après déjeuner.

Sur le fond, que faut-il retenir de cette rencontre ? D'abord, l'Union européenne a encouragé l'Ukraine à poursuivre dans la voie des réformes économiques et le Président KOUTCHMA nous a fait part de sa détermination à accomplir de nouveaux progrès dans ce sens. Il a également marqué son attachement, dont nous ne doutons pas, au caractère démocratique des réformes politiques qui ont été engagées en Ukraine de façon, précisément, à pouvoir conduire les réformes économiques qui sont par ailleurs indispensables.

S'agissant des relations entre l'Union européenne et l'Ukraine, nous avons constaté que notre partenariat avait atteint une nouvelle dimension, au cours de ces derniers mois, notamment depuis les travaux engagés par la Présidence portugaise. Ainsi le plan de travail adopté par la présidence française vise à exploiter toutes les possibilités prévues par l'Accord de partenariat et de coopération que nous avons signé en 1998. Il s'agit de projets très concrets, financés notamment par le programme TACIS, D'abord l'Europe coopère avec l'Ukraine dans le domaine de la transition démocratique et économique, la formation de magistrats, la rédaction de nouveaux codes, la coopération administrative, les restructurations industrielles.

Ensuite, nous avons engagé une coopération en matière de stabilité et de sécurité. Pour prendre

quelques exemples, nous coopérons dans le cadre du Pacte de stabilité, un bataillon Euro-Ukrainien participe à la KFOR sous commandement ukrainien, l'Ukraine soutient de nombreuses positions de l'Union dans le domaine de la politique étrangère.

Enfin, nous renforçons notre coopération dans de nombreux autres domaines, développement des infrastructures douanières, aide technique aux négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'OMC, échanges universitaires.

S'agissant de Tchernobyl, nous allons redire au Président KOUTCHMA, tout à l'heure, pendant la séance de travail, notre satisfaction de l'annonce de la fermeture de Tchernobyl le 15 décembre. C'est une décision capitale pour l'ensemble des Européens, vous le savez. Je rappelle que l'Union apporte d'ailleurs la majorité des fonds pour financer le sarcophage et nous confirmerons nos engagements d'une participation substantielle au financement des capacités de remplacement et ceci en liaison avec la Banque européenne, la BERD.

Donc, vous le voyez, les sujets de discussion ne manquent pas mais je suis sûr que le Président KOUTCHMA souhaitera compléter cette brève intervention et je lui donne la parole.

LE PRESIDENT KOUTCHMA -

Monsieur le Président de la Commission européenne, Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord je voudrais remercier Monsieur le Président CHIRAC de son hospitalité et de cette très bonne organisation de notre rencontre. Ceci a assuré dans une grande mesure l'atmosphère chaleureuse qui a régné au cours de nos entretiens.

Le Président de la France vous a déjà fait part des résultats principaux de nos débats, de nos entretiens, et je partage ses appréciations.

De mon côté, je voudrais vous informer des particularités de la position de l'Ukraine, desquelles j'ai informé les dirigeants de l'Union européenne.

Premièrement, l'option pour la réforme économique, qui a été faite par le peuple ukrainien, est définitive et irréversible, nous allons la mettre en oeuvre résolument et ce en conformité avec les critères de Copenhague. Deuxièmement, la réforme constitutionnelle de l'Ukraine. Le référendum que nous avons tenu en avril dernier a donné une nouvelle impulsion aux réformes, a contribué à la consolidation de tous les pouvoirs et de la société autour du cap sur les transformations de marché et l'intégration européenne. Par conséquent, les résultats de ce référendum sont réalisés en conformité avec la constitution de l'Ukraine.

Troisièmement, nous soutenons les processus d'approfondissement et d'élargissement qui se déroulent en ce moment au sein de l'Union européenne car de là dépend la stabilité en Europe et en Ukraine. En même temps, nous croyons qu'au cours de cet élargissement, on doit prendre en compte les intérêts de notre Etat. On ne peut pas admettre de nouvelles lignes de fracture entre nous. Il faut préserver tout ce qui est positif, et qui a été obtenu entre nous et l'Union européenne.

Quatrièmement, l'Ukraine salue la réalisation de la politique commune en matière de défense et de sécurité. Dans ce contexte, nous avons proposé à l'Union européenne des pas concrets concernant notre participation à la coopération dans ce domaine.

Cinquièmement, le but stratégique de l'Ukraine reste invariable. C'est l'intégration, dans le futur, dans l'Union européenne. Le travail qui contribue à l'application de ce cap deviendra de plus en plus pragmatique et de plus en plus concret. Dans ce contexte, j'ai arrêté récemment le programme de l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne et c'est avec plaisir que je vous informe que nos approches ont été bien appréciées, généralement, par les dirigeants de l'Union européenne. Si l'on évalue ce Sommet dans un large contexte, je dois dire qu'il m'a fait une très bonne impression sur moi par l'esprit constructif et édifiant, et par ses orientations concrètes. J'ai vu devant moi les partenaires et les amis avec lesquels on peut discuter franchement les problèmes les plus complexes. Et si ce ne sont pas tous les problèmes que nous avons réussi à résoudre, ce qui importe, c'est d'échanger des vues et de se comprendre.

Je vous remercie.

LE PRESIDENT PRODI -

Je salue le courage du Gouvernement Ukrainien et du Président KOUTCHMA d'engager des

réformes économiques structurelles qui permettront à l'Ukraine d'accroître sa présence sur la scène européenne, tant politiquement qu'économiquement. Ce rapprochement entre l'Union européenne et l'Ukraine a pour but de ne pas créer de nouvelles divisions dans cette Europe qui est en train de se réunifier. Les efforts du gouvernement ukrainien sont au bénéfice autant de la population ukrainienne que de la stabilité dans l'Europe entière.

Le chemin des réformes économiques sera difficile, comme le chemin des réformes démocratiques. Il y a toujours des ennemis des réformes structurelles qui veulent préserver leurs privilèges. Nous connaissons ce défi de développement dans nos propres pays.

Nous comptons sur la détermination du Président KOUTCHMA et du Gouvernement présidé par le Premier Ministre IOUCHTCHENKO pour achever ce chemin difficile. Il sera récompensé. Notre programme d'assistance technique TACIS appuie le processus de réformes, Dès que l'Ukraine se mettra d'accord avec le Fonds Monétaire International sur un programme de réformes économiques, l'Union européenne pourra rapidement reprendre ses paiements en termes assistance macro-économique, c'est-à-dire 92 millions d'Euro sur un total de 150 millions d'Euro qui restent à déboursier.

L'adhésion à l'OMC et la mise en oeuvre complète de notre accord de partenariat et de coopération sont des pas cruciaux à prendre sur ce chemin.

Je salue la volonté du Gouvernement ukrainien, exprimée aujourd'hui, d'adresser les problèmes que rencontre les opérateurs économiques.

L'élargissement est l'événement le plus important du continent européen au cours de la dernière génération et nous engageons un dialogue renforcé sur tous les aspects de ce processus avec l'Ukraine dans le cadre de notre accord de partenariat. L'élargissement représentera une grande et nouvelle opportunité économique pour l'Ukraine.

M. Javier SOLANA -

Seulement un mot pour ajouter et pour partager avec vous l'information que le Président KOUTCHMA vient de nous donner un document pour la participation de son pays dans l'esprit de la politique extérieure et de sécurité de l'Union européenne. On va l'analyser, on va étudier le document avec l'esprit ouvert et je vais essayer de me rendre à Kiev pour continuer les discussions avec le Président et avec le Ministre des Affaires étrangères.

QUESTION -

On parle d'une adhésion de l'Ukraine à l'OMC en 2002 ou 2003. Ceci évidemment aurait un impact sur l'économie ukrainienne. En compensation, on envisagerait la création d'une zone de libre-échange entre l'Union et l'Ukraine. Quand l'Union européenne sera-t-elle prête à créer une telle zone ?

LE PRESIDENT PRODI -

Nous avons évoqué ces deux questions dans notre réunion de travail de façon assez spécifique. La première question que vous avez posée concerne la création d'une zone de libre-échange. Je répondrai qu'avec le Président KOUTCHMA, nous nous sommes engagés à fournir une assistance à cette initiative du Gouvernement ukrainien et également aux efforts faits pour devenir membre de l'OMC. Cette aide, nous la fournirons de façon progressive et continue, nous pensons que c'est important.

Un calendrier, ça, c'est plus difficile à dire, car nous avons établi la liste et un certain nombre de points en matière de commerce, d'échanges et de points concernant les pratiques et la législation ukrainiennes qui restent à résoudre. Mais nous avons eu une réponse très rapide qui nous a été fournie par le Ministre de l'Economie et un certain nombre d'assurances. Donc, je crois que, très rapidement, nous pourrions nous mettre à la tâche avec toute l'énergie pour essayer d'atteindre les objectifs qui ont trait à la question que vous avez posée.

LE PRESIDENT KOUTCHMA -

Je voudrais partager l'avis de M. PRODI. Nous croyons que le premier pas dans ce sens est l'adhésion de l'Ukraine à l'OMC. Il y a un dialogue très positif dans cette direction. Nous croyons que l'année prochaine, avec le soutien des pays européens, l'Ukraine deviendra un membre de plein droit de cette organisation. Après cela, on pourra engager pratiquement un dialogue normal sur la zone de libre-échange. Mais, avant, il faut faire des pas très concrets dans le sens du cadre

sur la zone de libre échange. Mais, avant, il faut faire des pas très concrets dans le sens du cadre législatif pour le rapprocher des normes européennes. Nous allons oeuvrer dans ce sens.

QUESTION -

Une question au Président ukrainien, à propos de la livraison des hydrocarbures vers l'Ukraine. La deuxième question pour M. CHIRAC. Nous savons qu'au mois de septembre, il y aura un référendum en France sur la réduction du mandat présidentiel. Quelle est votre attitude et qu'est-ce que cela donnera pour la présidence en France ?

LE PRESIDENT KOUTCHMA -

Alors, la première question, je vais y répondre. Le problème essentiel, ce n'est pas la livraison des hydrocarbures en Ukraine mais ce sont des possibilités normales de payer ces livraisons. Je ne peux pas ne pas dire qu'il y a des problèmes dans ce secteur, étant donné que la Russie, la partie russe soulève la question de la construction d'un gazoduc contournant l'Ukraine. Je voudrais donner quelques explications de notre gouvernement là-dessus. L'Ukraine assure pleinement le transit des livraisons russes par son territoire vers l'Europe occidentale. Et s'il est question dans l'avenir de l'augmentation de ces livraisons, alors il y a une possibilité par voie de reconstruction, de modernisation de ces routes existantes, d'augmenter ces livraisons, d'augmenter les capacités de ce gazoduc. Nous allons mener des pourparlers avec la Commission européenne en ce qui concerne la possibilité de soutenir la modernisation de ce gazoduc. Alors je ne vois pas d'économie, de calcul économique dans ce dossier, je vois plutôt la politique émanant de certains cercles politiques de la Fédération de Russie. Naturellement, la Russie veut avoir peut-être plusieurs routes de livraison de gaz, c'est son droit et personne ne peut la priver de ce droit. Et j'ai informé mon cher ami, M. CHIRAC, et je crois qu'il a bien compris les explications du côté de la partie ukrainienne.

LE PRESIDENT -

Il est certain que, sur ce point, la décision doit être de nature strictement économique pour les acteurs qui ont à la prendre. Quant à votre question, chère Madame, je veux dire votre dernière question, je voudrais vous assurer que notre prochain référendum n'aura aucune conséquence négative sur les rapports entre l'Ukraine et la France. Je peux vous rassurer totalement.

QUESTION -

J'ai deux questions. La première au Président KOUTCHMA. Votre décision de fermer Tchernobyl d'ici le 15 décembre, est-ce qu'elle est absolument définitive ou est-ce qu'elle dépend encore d'une décision favorable de l'Union en ce qui concerne le co-financement des deux centrales alternatives ? Une deuxième question, qui s'adresse aussi bien au Président CHIRAC qu'au Président PRODI : quelle est votre réaction à cet objectif stratégique répété aujourd'hui par l'Ukraine de devenir un jour membre de l'Union européenne, dans votre vision de l'Europe de demain, d'une Europe élargie vers l'Europe centrale et orientale ? Est-ce que l'Ukraine a sa place, aura sa place, ou est-ce que la frontière orientale de la Pologne devrait aussi être la frontière extérieure de l'Union européenne ?

LE PRESIDENT KOUTCHMA -

C'est une décision politique. Le 15 décembre, il y aura la fermeture du dernier bloc à la centrale de Tchernobyl. Cela confirme une fois de plus notre décision politique, et j'invite tous les journalistes à assister à cette fermeture car ce sera un événement historique car nous comprenons bien ce que c'est que Tchernobyl pour l'Ukraine et pour toute l'Europe. Et je comprends très bien que les engagements que nous avons pris, les engagements qui ont été pris par le G7 et par l'Union européenne en ce qui concerne la fermeture de la centrale de Tchernobyl, ce sont aussi des décisions définitives qui ont été prises quant aux engagements de l'Union européenne.

LE PRESIDENT -

Je dirai simplement pour répondre à la deuxième question que, naturellement, nous saluons le choix pro-européen de l'Ukraine. Et nous souhaitons aller plus loin dans la voie de son rapprochement avec l'Union européenne. Mais il va de soi qu'il faut procéder par étapes. Et que l'étape actuelle, qui est une étape, Romano PRODI l'a rappelé tout à l'heure, déjà difficile mais qui se présente de mieux en mieux, l'étape actuelle est essentielle. C'est l'approfondissement de

toutes nos coopérations dans le cadre de l'accord de 98. Alors, pour le reste, ne préjugeons pas encore de l'avenir, naturellement.

M. Romano PRODI -

Nous avons décidé de tous les pas économiques et politiques, et ils sont nécessaires, pour un rapprochement. A mon avis c'est un grand progrès, et pour le futur, on verra.

QUESTION -

Président KOUTCHMA, pouvez-vous nous dire si cette nouvelle approche pragmatique concernant les relations entre l'Ukraine et l'Union européenne signifie que vous acceptez un progrès relativement lent vers l'accomplissement de votre objectif, c'est-à-dire l'adhésion à l'Union européenne ? Cela signifie-t-il que vous avez abandonné, finalement, l'idée d'une date butoir pour l'Ukraine ?

LE PRESIDENT KOUTCHMA -

Pratiquement, aux élections présidentielles qui ont eu lieu l'an dernier, le peuple ukrainien a fait cette option définitive, a fait ce choix définitif. C'est la voie européenne du développement. Et ce programme a été voté par la majorité écrasante de la population ukrainienne. Alors, nous n'avons pas d'autre chemin à prendre. Mais ceci ne veut pas dire que nous ne devons pas coopérer d'une manière assez large, y compris dans le cadre de la CEI, avec la Russie. La Russie c'est aussi notre partenaire stratégique et nous sommes liés par beaucoup de points, géographiques et historiques, etc... Cette coopération entre l'Ukraine et la Russie va dans l'intérêt de l'Europe et du monde entier.

QUESTION -

Une question pour le Président Chirac. Je voulais vous demander si vous avez eu l'occasion de parler de la stratégie anti-corruption du gouvernement ukrainien et si vous estimez que c'est l'une des façons les plus efficaces de mieux intégrer l'économie de l'Ukraine au sein de l'Union européenne ?

LE PRESIDENT -

La corruption est un mal des sociétés modernes et tout doit être fait pour la maîtriser, la réduire et la faire disparaître. C'est la raison pour laquelle, dans tous les programmes qu'elle a avec un certain nombre de pays, l'Union européenne met l'accent sur ce point. Et, dans ce domaine, nous approuvons naturellement la politique actuellement conduite par le Président de l'Ukraine, une politique ferme et déterminée, et nous l'appuyons bien entendu sans réserve.

QUESTION -

Une question qui concerne plus la France que l'Ukraine : Monsieur le Président, comment vivez-vous actuellement les rumeurs sur votre état de santé ?

LE PRESIDENT -

Je vous laisse juge. En tant qu'observateur, vous devez pouvoir vous forger une opinion.

LE PRESIDENT KOUTCHMA -

Ce sont des rumeurs qui concernent tous les Présidents.

QUESTION -

Je voudrais vous poser une question sur la levée des mesures à l'encontre du gouvernement autrichien. En Autriche, M. Haider parle d'un échec cuisant de vos efforts, il a même mentionné Waterloo. Sur un autre registre, M. Prodi, de son côté, s'est réjoui de la levée de ces mesures. Quel est le bilan que vous tirez de l'action des Quatorze et sous quelle forme la vigilance pourra s'effectuer à l'avenir à l'encontre du parti de M. Haider, de mouvements similaires, je pense notamment à la perspective qui s'ouvre éventuellement en Italie ?

LE PRESIDENT -

Permettez-moi de vous dire que je ne vois pas le rapport, sur ce dernier point.

Je voudrais répéter que la participation d'un parti extrémiste et xénophobe à un gouvernement européen est choquante et qu'elle est anormale dans l'Europe d'aujourd'hui. Les partenaires de l'Autriche ont été unanimes à le dire dès le départ. Et ils devaient le faire. Leur avertissement a joué un rôle que les trois Sages, dans leur rapport, ont justement reconnu.

Aujourd'hui encore, nous avons décidé de maintenir une vigilance à l'égard de ce parti, de ses

ministres, de leur influence dans le gouvernement autrichien. Parce qu'il est exclu de banaliser une idéologie qui n'a pas rompu avec un passé funeste. Alors, ne vous y trompez pas, l'Europe a bien marqué le coup qui devait être marqué. Elle a dit clairement qu'elle n'accepterait plus certaines dérives dont elle a tant souffert dans le passé et qu'elle reste vigilante.

Ce qui s'est passé est sans précédent. Les pays européens ont affirmé leur attachement à des valeurs communes, des valeurs essentielles, celles de la dignité de l'homme. C'est un avertissement pour tous ceux qui, là ou ailleurs, oublierait que la dignité de l'homme vient avant tout autre chose. Et c'est bien la conclusion, là aussi, du rapport des trois Sages.

Mesdames, Messieurs je vous remercie.